



Convention de 15 mars 2007, entre les membres
de la **Responsible Fishing Alliance (R.F.A.)**
Une alliance for une pêche responsable

TITRE 1 : DENOMINATION ET DOMICILIATION, OBJECTIF ET PRINCIPES

Article 1. Dénomination et Domiciliation

I. Près des trois quarts des stocks de poissons sauvages utilisés dans le monde sont aujourd'hui exploités à leur niveau maximum, surexploités ou menacés de disparition¹. Dans certaines zones, les politiques et pratiques de pêche tels qu'elles ont été appliquées jusqu'à présent ne sont ni *responsables* ni *durables*, d'un point de vue environnemental, social et économique. Face à pareille situation, il convient de créer une synergie entre les divers acteurs de la filière pêche et agissant dans les différentes parties du monde. Voilà pourquoi, au plan international, des organisations de la société civile, des sociétés privées à caractère commercial et des institutions publiques ont décidé d'unir leurs efforts pour tenter d'inverser cette tendance, en créant un groupe d'action pour promouvoir la pêche responsable: **RFA - Responsible Fishing Alliance** (*l'Alliance pour une Pêche Responsable*).

II. L'Alliance est sise au 38, rue Saint Sabin, 75011 Paris, France. Le siège peut être transféré sur décision consensuelle des membres de l'Alliance dans tout autre lieu tel que défini au Titre II, article 2, alinéa 2.

Article 2. Objectif et principes

I. L'**objectif** de cette alliance internationale est le **développement durable des pêcheries sauvages et des pêcheries d'aquaculture alternative**. Afin de garantir cette durabilité, plusieurs aspects ayant attrait à la pêche doivent être considérés :

- **Aspect environnemental** : gestion à long terme des ressources de poisson sauvage, protection des écosystèmes,
- **Aspects socio-économiques** : conditions de travail et revenus décents pour les acteurs du secteur de la pêche, défense de spécificités culturelles (en particulier pour la pêche artisanale),
- **Sécurité alimentaire et sécurité sanitaire**² pour les consommateurs (pays en voie de développement et pays développés).

II. L'Alliance repose sur les principes suivants :

1. **Action** : défendre par tous moyens légaux les intérêts des acteurs de la filière pêche –en particulier les spécificités sociale, économique et culturelle de la pêche artisanale- ; protéger les ressources sauvages et le milieu naturel.
2. **Partage et soutien** : partager l'information entre ses différents membres ; développer le dialogue avec les professionnels ; former et soutenir les acteurs au service des projets de terrain ; mettre le savoir-faire de l'Alliance au service de la création d'une valeur ajoutée équitablement partagée au sein de la filière.
3. **Légitimité** : légitimer l'Alliance auprès des autorités internationales, des pouvoirs publics nationaux et locaux, ainsi qu'auprès des médias et des instances professionnelles ; la faire reconnaître comme un interlocuteur privilégié et contribuer à l'amélioration des pratiques professionnelles et des réglementations.

¹ Source: Food and Agriculture Organization (FAO), 2004.

² Sécurité alimentaire = accès à l'aliment ; sécurité sanitaire = innocuité de l'aliment

4. **Communication** : communiquer à destination de tous les acteurs économiques, notamment les consommateurs ainsi que les personnes physiques et morales des parties prenantes.
5. **Objectivité et constructivisme** : à partir de constats, d'études et d'analyses partagés, définir des objectifs de consensus et des stratégies communes.

TITRE 2 : NATURE DE L'ALLIANCE, COMPOSITION, ADMISSION, DEMISSION ET EXCLUSION

Article 1. Nature

- I. L'Alliance n'a pas de personnalité juridique. Régie par la présente Convention, elle existe et fonctionne sous seing privé ;
- II. Les principes de base de son action reposent sur la transparence, la preuve scientifique et l'absence de parti pris professionnel, syndical ou politique. Elle ne se soumet à aucune obédience philosophique ou religieuse ;
- III. Son engagement relève de la responsabilité citoyenne, respectueuse des lois. La Convention organise les relations entre les membres et est garante du bon fonctionnement de l'Alliance ;
- IV. Elle repose sur le principe d'une organisation égale une voix.

Article 2. Composition

- I. La R.F.A. est l'émanation d'une volonté collective. Elle porte par convention l'agrément entre ses membres de défendre un objectif commun : promouvoir les méthodes de pêche et d'aquaculture responsables visant à la gestion durable des pêcheries sur les plans environnemental, social et économique. Pour cela, elle définit des objectifs et des stratégies par consensus. Peut ainsi devenir membre de l'Alliance, toute personne physique ou morale capable d'apporter un appui à la conception, l'élaboration et la réalisation de cet objectif ;
- II. L'Alliance est librement ouverte à toute organisation appartenant à la filière poisson et/ou impliquée directement dans le soutien des acteurs de la filière (en particulier : organisations de producteurs, organisations de soutien des pêcheurs oeuvrant sur le terrain, transformateurs, distributeurs, associations de consommateurs) ;
- III. L'Alliance est librement ouverte à toute organisation fonctionnant sous des statuts légaux. Le terme générique « d'organisation » désigne des personnes morales de droit privé ou public : sociétés à statuts commerciaux, organismes publics ou parapublics, associations, coopératives, collectifs sous *seing privé*, dont l'une des activités doit légitimement être liée à la conservation et/ou à l'exploitation de ressources naturelles vivantes en général et/ou des ressources halieutiques et leurs produits en particulier ;
- IV. Toute organisation répondant aux critères détaillés aux alinéas II et III et partageant les valeurs inscrites dans la Charte de la RFA peut demander son admission dans l'Alliance. Les personnes individuelles ne peuvent devenir membres de la R.F.A ;
- V. Sauf cas des missions spécifiques dotées de moyens dédiés (cf. Titre 3, article 5, alinéa II), les membres de l'Alliance contribuent volontairement, bénévolement et de façon désintéressée à l'atteinte des objectifs fixés par l'Alliance.
- VI. Tous les membres ayant signé la présente convention à l'issue de l'Assemblée Générale constitutive ont le titre de « membres fondateurs ».

Article 3. Admission

- I. Toute candidature à l'admission dans l'Alliance doit être transmise par écrit au Coordinateur de l'Alliance ;
- II. L'organisation candidate à l'admission dans l'Alliance se doit de fournir toutes les informations et documents requis par celle-ci et correspondant aux critères définis au Titre 1, article 1, ainsi que l'information détaillée se rapportant à l'organisation : activité, statut et membres ;
- III. Le Comité de Coordination (Titre 3, article 1, alinéa V) dispose d'un délai de trois (3) mois à partir de la demande d'admission, pour l'étudier et la présenter à la prochaine réunion du Conseil de l'Alliance (Titre 3, article 1, alinéa I). L'acceptation ou le refus est consigné dans le procès verbal de la réunion. A l'issue de la réunion, le Coordinateur de l'Alliance (Titre 3, article 1, alinéa II) adresse une lettre à l'organisation candidate pour l'informer de la décision du Conseil de l'Alliance ;
- IV. L'admission dans l'Alliance se fait par vote, sur le principe d'une organisation égale une voix, à la majorité des deux tiers des membres ;
- V. Tout membre devra adhérer à la présente convention. NB : Aucun frais d'adhésion n'est exigé.

Article 4. Démission et exclusion

- I. Toute organisation peut quitter l'Alliance à tout moment, sans préavis, ni justification. Il importe néanmoins de notifier ce départ par écrit au Coordinateur de l'Alliance ;
- II. Sans préavis et sans recours possible sur le plan juridique, l'expulsion d'une organisation peut être prononcée pour motif jugé grave par vote, sur le principe d'une organisation égale une voix, à la majorité des deux tiers des membres.

TITRE 3 : ORGANISATION, PRINCIPES ET REGLES DE FONCTIONNEMENT

Article 1. Organisation

- I. Conseil de l'Alliance. L'ensemble des organisations membres, sur le principe d'une organisation égale une voix, compose le Comité de l'Alliance. Afin de participer aux processus décisionnels de l'Alliance, ainsi que de s'assurer de la bonne mise en œuvre et du suivi des décisions, les organisations membres désignent un représentant et un suppléant qui remplace ce dernier au besoin. A chaque réunion, le Conseil de l'Alliance désigne un président de session et un rapporteur;
NB : liste des organisations membres à jour disponible en annexe.
- II. Coordinateur. Le Conseil de l'Alliance désigne, par vote à la majorité simple, un Coordinateur et son adjoint. Leur fonction est d'assurer la cohésion du Conseil de l'Alliance et la représentation ordinaire de l'Alliance ;
- III. Ressources humaines. Le Conseil de l'Alliance valide, par vote à la majorité simple, des personnes physiques volontaires chargées de collaborer aux différents projets pilotes de l'Alliance, et désignées sous le terme générique de Ressources Humaines (RH) ;
- IV. Responsables des projets pilotes. Parmi les RH (cf. alinéa III), le Conseil de l'Alliance valide, par vote à la majorité simple, les personnes physiques volontaires pour devenir responsables des projets pilotes de l'Alliance. Les responsables des projets peuvent appartenir au Conseil de l'Alliance (cf. alinéa I) et/ou à toute organisation membre de l'Alliance. Les Responsables des projets pilotes sont en charge du suivi de leur(s) projet(s) respectifs, de la coordination des RH

correspondantes, ainsi que du compte-rendu au Comité de Coordination (cf. alinéa V). Les Responsables des projets pilotes sont élus pour un an, renouvelable tacitement ;

V. Comité de Coordination. L'ensemble des Responsables des projets pilotes forme, sous la responsabilité du Coordinateur, le Comité de Coordination de l'Alliance. Le Comité de Coordination est chargé de rapporter au Comité de l'Alliance de l'avancée des différents projets pilotes ;

VI. Comité d'Honneur. Seules les organisations définies au Titre 2, article 2, alinéa II peuvent devenir membres de l'Alliance. Néanmoins, afin de réaliser les objectifs de l'Alliance, il est de la plus haute importance que la R.F.A. puisse coopérer avec des organismes externes tels que des organisations scientifiques et de recherche, des universités, et des sociétés de conseil. C'est la raison pour laquelle ces organisations –ou personnes physiques leur appartenant- sont invitées à rejoindre un « Comité d'Honneur » dont le but est d'assister l'Alliance dans ses processus de décision. La désignation et le mandat du Comité d'Honneur sont sous la responsabilité du Conseil de l'Alliance ou, par délégation, du Coordinateur. Le Comité d'Honneur a la possibilité d'élire un Président et un Vice-président pour son fonctionnement propre.

VII. Comité de Réflexion Multidisciplinaire. En plus du Comité d'Honneur, le Conseil de l'Alliance ou le Comité de Coordination, par vote à la majorité simple, ou par délégation le Coordinateur, peuvent désigner des personnes morales ou physiques, bénévoles ou rémunérées, à qui l'Alliance souhaite confier des missions spécifiques ou solliciter des conseils (réunions professionnelles, colloques, forums, études techniques, réglementaires, soutien à des projets pilotes, etc.) et ceci pour une période limitée. Ces experts peuvent appartenir à une organisation membre de l'Alliance, au Comité d'Honneur ou à toute autre organisation extérieure. La durée de la sollicitation de ces experts est variable et fonction de la (des) mission(s) correspondante(s).

Article 2. Principes de fonctionnement

I. Aucune organisation ne peut s'engager au nom de l'Alliance sans en avoir préalablement reçu mandat sur décision du Conseil de l'Alliance ou du Coordinateur ;

II. La solidarité entre les membres est la règle, sauf intérêt légitime contraire expressément formulé par écrit au Conseil de l'Alliance ;

III. Chaque organisation membre conserve son identité, son autonomie de pensée et d'action, sa liberté en tant qu'entité propre ;

IV. L'Alliance travaille en relation avec le « Sustainable Food Laboratory ». Néanmoins, elle peut chercher tout autre appui au niveau international et peut devenir membre de tout réseau oeuvrant dans le même domaine.

Article 3. Prises de décisions

I. La RFA n'a pas de règlement intérieur. La principale règle de fonctionnement est fondée sur le principe du consensus. Néanmoins, le vote peut intervenir lorsqu'une décision n'a pu être prise en l'absence de consensus et/ou dans le cadre des processus décisionnaires décrits aux Titre II, articles 3 et 4 et Titre III, article 1 ;

II. Dans l'hypothèse d'un vote, l'Alliance repose sur le principe d'une organisation égale une voix, aucune d'entre elle n'ayant voix prépondérante en cas de partage égal des voix. Les décisions sont adoptées à la majorité simple, sauf cas précis détaillés au Titre II, articles 3 et 4 ;

III. Le Conseil de l'Alliance détermine annuellement en réunions les grandes orientations de l'Alliance : stratégie, thèmes de réflexions et d'actions, moyens et supports de ces actions, répartitions des rôles et des responsabilités. Ces décisions déterminent les axes de travail de l'Alliance ;

VI. Des décisions stratégiques importantes peuvent nécessiter une réunion extraordinaire du Conseil de l'Alliance à tout moment ;

V. Toute décision pour le compte de l'Alliance doit faire l'objet d'un compte rendu au Conseil de l'Alliance.

Article 4. Fonctionnement au quotidien

I. Chaque membre se dote de moyens de communication adéquats pour être en contact régulier avec les autres membres. Une liste d'échange informatique sera mise en place pour faciliter la communication et les prises de décisions ordinaires tant au niveau des membres du Conseil de l'Alliance qu'à celui du Comité de Coordination ;

II. La prise de décision au quotidien se fait sur le principe du consensus et de l'accord présumé :

1°) Les textes, les documents, les intentions font l'objet d'une consultation des membres du Conseil de l'Alliance, s'ils sont hors du champ des axes de travail fixés par le Conseil de l'Alliance,

2°) Les textes, les documents, les intentions font l'objet d'une consultation des membres du Comité de Coordination, s'ils sont dans le champ des axes de travail fixé par le Comité de Coordination,

3°) Sauf délai précisé, la réponse (accord, rejet, modifications, remarques, amendements) doit se faire dans un délai de 5 jours ouvrés. A défaut, au-delà, l'accord est présumé acquis,

4°) Toute décision et action pour le compte de l'Alliance fait l'objet d'un compte rendu au Conseil de l'Alliance ;

III. Pour l'exercice de ses missions, le Comité de Coordination ou à défaut le Coordinateur peut faire appel à des experts extérieurs bénévoles ou rémunérés (cf. Titre 3, article 1, alinéa VII.). Ce Comité de Réflexion Multidisciplinaire, d'une durée limitée, sera constitué de personnes morales ou physiques. Le choix de ces personnes se fera en relation avec leurs compétences et domaines d'expertise, en veillant à éviter les conflits d'intérêts.

Article 5. Ressources financières

I. L'Alliance peut être amenée à mobiliser des ressources de différentes natures en interne ou en externe, pour l'atteinte de ses objectifs. Toutefois, les sources de financement doivent être compatibles avec l'éthique et la déontologie qu'elle s'est donnée pour l'action ;

II. L'utilisation des ressources est liée à un projet dont les bénéficiaires sont clairement identifiés. Les rapports financiers et les audits *ad hoc* réalisés selon les règles de l'art rendent compte de cette utilisation. Chaque organisation membre est appelée à contribuer financièrement aux frais généraux du Comité de Coordination sur une base volontaire ;

III. Chaque organisation membre couvre normalement les frais occasionnés par l'activité de son représentant aux réunions du Conseil de l'Alliance ;

IV. Des personnes physiques clairement identifiées peuvent bénéficier d'un appui financier lorsqu'elles justifient d'un engagement significatif dans des projets de l'Alliance (Coordinateur, ressources humaines, etc.).

Article 6. Diffusion de l'information

I. La circulation de l'information se fait préférentiellement au moyen de courrier électronique et au travers de listes groupe ;

II. Les informations entrant sur une liste groupe devront faire l'objet d'une autorisation du Coordinateur avant d'être diffusées à l'extérieur ;

III. Les informations émises par les représentants et les membres de l'Alliance devront être préférentiellement non modifiables (courrier, photocopie, formats informatiques .jpg , .pdf, ...) ;

IV. Le Comité de Coordination mettra en œuvre tous les moyens pour assurer la promotion, la diffusion des idées et des travaux émanant de l'Alliance, notamment la création d'un site internet, d'une liste de discussion publique, de conférence et de participation à des articles de presse écrite, des émissions radiophoniques et/ou télévisuelles...

Composée à Bruxelles, le 15 mars 2007.

Mise à jour à Paris, le 1 novembre 2007.

Organisation adhérente :

Nom et signature du représentant de l'organisation:
(précédé de la mention : « Lu et approuvé »)